



Guide de Transferts d'Argent: Cote d'Ivoire Ouest

Violence électorale – Crise humanitaire 2011

Joanna Friedman
Coordinatrice du Cash Learning Partnership (CaLP)
mai-juillet 2011

Table des Matières

1.	Contexte de la Cote d'Ivoire	4
2.	Analyse des actuels et potentiels acteurs clés en C/V dans l'ouest de la Cdi.....	5
2.	Contraintes et Gestion de risques pour les programmes C/V dans l'ouest de la CDI (identifié par le CVWG).....	9
3.	Options de réponse : Projets potentiels utilisant C/V	15
4.	Etudes et Suivi & Evaluation pertinents aux projets C/V.....	17
	Evaluations d'impact de la crise en Cote d'Ivoire.....	17
	Outils adaptés au contexte local et validé par le CVWG.....	17
	Indicateurs clés des projets C/V dans ce contexte post conflit	17
	Indicateurs qui devraient toujours être inclus dans le suivi & évaluation des projets C/V	17
	Fréquence et utilisation des outils de suivi & évaluation par 3 acteurs clés en CVWG.....	18
5.	Etudes de Cas	19
	Etude de cas : ACF Coupons pour Nourritures Fraiches et Céréales à Danane et Mahapleu.....	19
	Etude de cas : Oxfam Coupons pour Kits de Nourritures à Duekoue et Guiglo	24
6.	Recommandations pour le Rôle de CaLP	28
Annexe 1	Termes de Référence pour le Groupe de Travail d'Argent et de Coupons.....	30
Annexe 2	Paniers alimentaires – 14.06.11 (basé sur évaluations conduites par chaque ONG).....	32



Glossaire des Termes

ACF	Action contre la Faim (Action Against Hunger)- NGO
CaLP	Cash Learning Partnership – Initiative inter-ONG initiative. Membres du comité de pilotage: ACF, British Red Cross, NRC, Oxfam GB, Save the Children UK
COOPEC	Coopérative d’Epargne et du Crédit de la Cote d’Ivoire
CFW	Cash for Work = Argent contre travail
C/V	Cash et/ou Vouchers = Transferts d’argent et/ou Coupons
CVWG	Cash & Vouchers Working Group = Groupe de travail des transferts d’argent et de coupons
DRC	Danish Refugee Council
FAO	UN Food and Agriculture Organisation
CICR	Comité International de la Croix Rouge
IMF	Institution de microfinance
IRC	International Rescue Committee
PAM	Programme Alimentaire Mondiale (Nations Unies)
PDI	Personnes déplacées internement
SIB	Société Ivoirienne Banque
UNICEF	UN Children’s Fund
ONU CI	Organisation des Nations Unies de la Cote d’Ivoire (Mission de maintien de la paix)

1. Contexte de la Cote d'Ivoire

Après presque dix ans de troubles civils suite aux élections de 2002, l'élection présidentielle disputée de novembre 2010 a encore déclenché la violence politique en Cote d'Ivoire. Des centaines de personnes ont été tuées, 500,000 sont déplacées à Abidjan et dans l'ouest, et 180,000 réfugiés ivoiriens restent au Libéria.¹ L'arrestation de l'ancien président Laurent Gbagbo le 11 avril 2011 et l'acceptation d'Alassane Ouattara comme nouveau chef d'état n'ont pas immédiatement porté la paix. Amnesty International affirme que les forces loyales aux deux politiciens ont commis les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, y compris la violence basée sur le genre et l'ethnie, jusqu'au 9 mai 2011.²

L'insécurité continuée dans les régions du Moyen Cavally et 18 Montagnes dans l'ouest du pays représente un obstacle au retour et relèvement. Les éléments armés symboliquement lié aux Forces Républicaines de la Cote d'Ivoire (FRCI) d'Ouattara mènent des barrages d'Abidjan à Man, la capitale régionale, et sur les axes principales Man-Toulepleu et Man-Danane, où ils extorquent de l'argent aux véhicules passagers et commerciales.³ Où les barrages étaient récemment démantelés, il y avait au moins un rapport de coupeurs de route.⁴ Des milliers de civils continuent à s'abriter dans les camps à Duekoue, une ville où des massacres ont pris place, et ils évitent de s'éloigner jusqu'au marché local. Beaucoup de villageois de Duekoue à Toulepleu ont peur de revenir aux champs, affirmant la présence continuée des gens armés en brousse. Ces zones étaient les plus directement affectées par le conflit et ont besoin de reconstruction physique et économique.

Les organisations humanitaires dans l'ouest du pays soutiennent des milliers de civils vivant dans les sites de déplacées et avec des familles d'accueil, ainsi que les ménages qui commencent timidement à retourner à leurs villages et champs, à répondre à leurs besoins de base. Le conflit a oblitéré le semis des céréales, tubercules, maïs et quelques légumes et il a interrompu la préparation des cultures de rente. L'approvisionnement en aliments et en articles d'hygiène et de ménage d'Abidjan aux commerçants de l'ouest n'ont pas encore atteint sa volume d'avant le conflit. A Man quelques grossistes ont substitué l'approvisionnement d'Abidjan avec des imports directs et plus chers des pays avoisinants. Les prix d'aliments et des articles de base ont augmenté, et les ménages n'ont pas pu gagner leurs revenus habituels de main d'œuvre saisonnière. Le pouvoir d'achat est bas et les ménages vulnérables risquent d'utiliser des mécanismes négatifs de subsistance pendant cette saison de soudure exacerbée. Les initiatives immédiates ainsi que plus longue termes sont nécessaires pour reconstruire les vies—y compris l'accès aux abris, à l'eau et à l'assainissement, aux soins psycho-sociales et médicales—ainsi que les moyens de subsistance.

La réponse d'urgences dans les régions de l'Ouest s'est concentrée jusqu'à présent sur la distribution des nourritures et des intrants agricoles (semences, outils, engrais) et des kits d'hygiène, mais quelques acteurs voudraient s'engager dans les activités de transferts d'argent et/ou de coupons pour compléter les soutiens en nature et démarrer le relèvement économique. L'Ouest avait l'infrastructure financière comme les banques, IMFs, et les associations rotatives d'épargne et de crédit (tontines) avant le conflit, et quand ceux-ci se rouvrent et la sécurité permet les retours, ils devraient épauler un certain niveau de programmes de transferts d'argent. En suscitant les premières discussions des modalités de transfert et des mécanismes de paiement, on pourrait partager et promouvoir les meilleures pratiques.

N.B.: L'information sécuritaire et humanitaire dans ce guide est actuelle au 1 juillet 2011. L'information sur les activités des ONG viennent des ONG ou des rapports de situation. Toute erreur reste l'erreur de l'auteur.

¹ OCHA: Côte d'Ivoire rapport de situation numéro 9, 03 juin 2011. OCHA: Bulletin d'information humanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, mai 2011.

² Amnesty International: Cote d'Ivoire: Six mois de violence postélectoral, avril 2011.

³ Des barrages existaient avant le conflit de 2011. Mais leur nombre a augmenté, de trois fois sur quelques routes, aussi que le montant d'argent extorqué.

⁴ Le 5 juillet 2011 entre Bangolo et Duekoue.

2. Analyse des actuels et potentiels acteurs clés en C/V dans l'ouest de la Cdi

Organisations internationales	Programmes actuels pertinents aux C/V	Expérience en C/V	Staff formé en CaLP ou EMMA ; participation dans l'EMMA de Cdi
IRC	Sante, VBG, droits de l'homme, cohésion sociale, et relèvement et développement économique. Projets de développement économique existant dans les départements de Bangolo, Duekoue et Kouibly y compris la cohésion sociale, soutien aux groupes des jeunes et des femmes et aux petits cultivateurs.	Pas dans l'ouest. Petit programme de CFW pour les retournés de Yamossoukro (centre du pays) suite à la crise de 2002. Grande expérience régionale dans le développement des activités génératrices de revenu. Planifient les interventions utilisant les transferts monétaires pour la réponse d'urgences.	2 leaders EMMA (les deux formé en EMMA) 3 enquêteurs EMMA 1 staff participant dans la formation CaLP Niveau 1
Oxfam GB	Démarré en Cdi avril 2011. Sécurité alimentaire et WASH de Duekoue à Guiglo y compris camps, bourgs et villages.	Grande expérience institutionnelle ; membre du comité de pilotage CaLP. Exécutent actuellement un projet de coupons pour kits de nourritures. Planifient de faire les dons d'argent pour la relance des moyens de subsistance à Duekoue.	Coordinatrice CaLP / Oxfam HSP est formé EMMA et participé dans l'EMMA 1 enquêteur EMMA
ACF	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance,	Grande expérience institutionnelle ; membre du	2 enquêteurs EMMA 2 participants dans la formation CaLP

	nutrition, et WASH, y compris les cantines et les coupons pour nourritures (nourritures fraîches, riz et l'huile) dans les bourgs et les villages du département de Danane.	comité de pilotage CaLP. Exécutent actuellement un projet de coupons pour nourritures (à voir l'Etude de Cas dans les annexes).	Niveau 1
Save the Children (Suède)	Securite alimentaire et moyens de subsistance, nutrition, articles non-alimentaires, WASH, sante, protection.	Grande expérience institutionnelle, membre du comité de pilotage CaLP. Exécutent actuellement un projet de dons pour nourritures à Zouan-Hounien. Planifient de faire dons d'argent pour relance des moyens de subsistance à Guiglo, Bolequin and Toulepleu.	1 enquêteur EMMA 2 participants dans la formation CaLP Niveau 1
CICR	Agriculture et securite alimentaire: distribution des kits de nourritures, de semences et des articles non-alimentaires/d'hygiène sur l'axe Bolequin-Toulepleu.	Planifient un projet de CFW à Bangolo.	1 participant dans la formation CaLP Niveau 1
FAO	Agriculture: distribution à travers des partenaires des kits de semences de riz et de maïs, des intrants et des outils.	Pas d'expérience au niveau des staffs actuels, mais ils ont exprimé un intérêt dans les projets de coupons.	1 participant dans la formation CaLP Niveau 1
PAM	Distribution des kits de	[Projet de dons d'argent à la	2 participants dans la formation CaLP

	nourritures composées de céréales, sel et huile. Evaluation rapide des marchés de riz et de cacao. Planifient un pilote de Food for Work (Nourritures contre Travail) à Toulepleu.	grande échelle avec ACF à Abidjan.]	Niveau 1
UNICEF	Nutrition, protection d'enfants, WASH, y compris quelques articles non-alimentaires	Connaissance institutionnelle des foires articles non-alimentaires au Congo. Pas de planification pour C /V en Cdl.	No
DRC	Securite alimentaire et agriculture, protection	Un peu d'expérience locale en dons d'argent et CFW. Possiblement CFW et/ou dons d'argent pour abris dans l'avenir.	1 participant dans la formation CaLP Niveau 1
NRC	Etait en train de fermer leur programme quand la crise s'est produite. Réouverture mais pas sure du genre d'activités.		
CARE		CFW régulier à Man dans leur programme de développement.	
ACTED		[Interventions de C/V à Abidjan.] Intervention potentielle à Bolequin et Toulepleu mais pas nécessairement C/V.	
Solidarités International		[Interventions de C/V à	

		Abidjan.] Pas présent dans l'Ouest mais pourrait exécuter un projet coupons pour nourritures dans le Haut Sassandra à coté (région centrale).	
Organisations nationales	Programmes actuels	Expérience en C/V	Staff formé en CaLP ou EMMA
International VIH/SIDA Secours (IVS)	VIH/SIDA, WASH (avec Save the Children)	Non	1 participant dans la formation CaLP Niveau 1
IDE-Afrique	VIH/SIDA, VBG, agriculture, protection, nutrition	Non	1 participant dans la formation CaLP Niveau 1
Programme Nationale de Réinsertion et Réhabilitation Communautaire (PNRRC)	Démobilisation et réinsertion des anciens combattants	Petits dons d'argent pour accompagner les formations professionnelles	1 participant dans la formation CaLP Niveau 1

2. Contraintes et Gestion de risques pour les programmes C/V dans l'ouest de la CDI (identifié par le CVWG)

Contraintes humanitaires en général et Mesures de mitigation

Contrainte	Mitigation
<p>L'insécurité limite les mouvements des civils, l'intégration des marchés, le transport, l'expansion des produits et services financiers et monétaires, et l'aide humanitaire.</p> <p>Particulièrement de Blolequin à Toulepleu, les retournés ruraux craignent des individus armés dans leurs champs, qui leur empêche de retourner a leurs activités champêtres. Dans un village près de Blolequin, le chef du village a même mentionné une « liste noire » des retournés ciblés harcèlement ou meurtre.⁵</p> <p>Des barrages de la route d'Abidjan à Man, et dans la région de Moyen Cavally sur tous les axes majeurs, constituait un grand obstacle au relèvement du marché. Les grossistes, les transporteurs, les petits commerçants, et les individus limitaient leurs mouvements car ils n'arrivent pas à payer les « taxes » extorqué par les éléments armés sur les routes.</p>	<p>A part le CICR et DRC qui ont commencé les distributions de nourritures et de semences, la plupart des ONG n'avaient pas la permission sécuritaire pour accéder aux zones et routes de Blolequin et Toulepleu jusqu'à très récemment (juin 2011).</p> <p>Les ONG, la Croix Rouge et les agences de l'ONU commencent à mener des enquêtes de securite, des besoins et des intentions de retour dans les endroits sensibles. ONUCI établira apparemment des nouvelles bases dans l'Ouest, et elle a soutenu le gouvernement dans le démantèlement des barrages.</p>
<p>La faible coordination des zones couvertes et de la planification des acteurs humanitaires. Ceci était identifie comme défi dans tous les secteurs programmatiques.</p>	<p>Les acteurs en C/V ont initié un Groupe de travail technique en Transferts d'Argent et en Coupons (CVWG) efficace pour les programmes.</p>
<p>L'identification et l'enregistrement des ménages affectés par le conflit et vulnérables était un défi, qui rend le ciblage difficile. Ceci est dû en grande partie à la complexité des retours timides et "à</p>	<p>En l'absence des études récentes sur l'économie des ménages, les acteurs C/V mènent des études de catégorisation socio économiques et de vulnérabilité dans les zones cibles. Les</p>

⁵ Evaluations de terrain d'Oxfam. A voir le rapport d'Amnesty International intitulé "Six mois de violence post électorale en Cote d'Ivoire," juin 2011.

<p>moitié” (quelques membres du ménage dans les camps, quelques-uns à l'étranger, en brousse, dans les villages).</p> <p>Les villageois qui n'ont pas cherché de l'abri dans les camps ou avec des familles d'accueil (les “restants”) pourraient être aussi ou plus vulnérable que les PDIs ou retournés enregistrés, particulièrement si ils n'avaient pas d'accès à l'aide humanitaire pendant le conflit.</p>	<p>acteurs existants et potentiels en C/V ont également participé dans l'étude EMMA.</p>
<p>Manque de capacité et nombre limité de prestataires de services financiers et monétaires. Difficulté de travailler avec les commerçants, les banques, les IMF et les institutions de transferts monétaires. Quelques-uns ont perdu des staffs et des ressources, d'autres ont un nombre de staff réduit et une capacité faible en logistique, et les institutions financières agréées n'ont pas la capacité d'aller à l'échelle (scale up).</p>	<p>Les acteurs C/V continuent à suivre la réouverture des institutions financières et la capacité des commerçants locaux de s'engager éventuellement dans les interventions C/V. Quelques acteurs travaillent déjà avec une IMF locale et les commerçants locaux au niveau possible (comme ACF, Oxfam- à voir les Etudes de Cas)</p>
<p>Pas de stratégie compréhensive et coordonnée de retour de la part de la communauté humanitaire. La sécurité alimentaire, l'abri, et les articles non alimentaires sont identifiés par les communautés comme les besoins les plus importants, et devraient être prise en compte afin de faciliter le relèvement économique.</p>	<p>Le CVWG a discuté des montants des paniers alimentaires et disséminé un tableau des interventions liées. Discuté aussi le besoin de rechercher les prix des paquets d'abris et d'articles non-alimentaires, mais ces informations n'étaient pas encore partagé au niveau du groupe. Commence à discuter l'utilisation des interventions C/V pour le relèvement des moyens de subsistance agricoles ainsi que pour le commerce, y compris les montants pour la recapitalisation des micros entreprises urbaines.</p>
<p>Pas d'expérience de C/V dans la région. Les autorités locales se méfient des projets C/V comme ils ne connaissent pas ce mécanisme. Staff n'ont pas d'expérience C/V ; ils manquent de confiance d'exécuter ces projets et ne savaient pas ou chercher des outils pertinents. Il y avait aussi dans le passé un certain nombre de projets de microfinance qui ont laissé des commerçants endettés, donc ces acteurs se méfient beaucoup des interventions C/V.</p>	<p>Etablissement du Groupe de Travail des Transferts d'Argent et des Coupons, soutien d'un point focal de CaLP au Groupe de Travail, formation CaLP Niveau 1, partage des outils C/V à travers le Groupe de Travail.</p>

Contraintes pour C/V spécifiques aux régions de l'ouest et Mesures de mitigation

Département (couleur représente le niveau d'impact du conflit)	Acteurs C/V	Contraintes pour C/V	Mitigation en cours	Besoin de soutien externe
Toulepleu	DRC (planifié- Oxfam, potentiel- Save, ACTED)	Insécurité (barrages, groupes armés, rapports de violence continue) avec comme résultat: 1. Manque d'accès humanitaire 2. Restriction du mouvement des civils aux villages et marchés avoisinants dû à la peur et au transport limité 3. Réduction de l'intégration du marché régional dû au transport limité et de la taxation aux barrages 4. Fermeture continué d'un nombre déjà limité des prestataires de service financiers et monétaires 5. Perte des ressources des prestataires de service financiers et monétaires (dû aux pillages)	Evaluations de sécurité et de protection y compris les intentions de retour (Oxfam, DRC, CARE, UNHCR) Evaluations rapides des villages (Oxfam) Livraison directe des espèces en enveloppes (DRC)	Plaidoyer avec ONUCI et gouvernement pour la sécurité et la protection sur les routes principales et dans les champs
Bloléquin	(planifié- Oxfam, potentiel- Save)	Même qu'au-dessus	Evaluations de sécurité et de protection y compris les intentions de retour (Oxfam, DRC, CARE) Evaluations rapides des villages (Oxfam)	Plaidoyer avec ONUCI et gouvernement pour la sécurité et la protection sur les routes principales et dans les champs
Guiglo	Oxfam, DRC, (planifié - Save)	Insécurité (barrages, groupes armés, rapports de violence continue) avec	Evaluations de sécurité et de protection y compris	Plaidoyer avec ONUCI et gouvernement pour la

		<p>comme résultat:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Restriction du mouvement des civils aux villages et marchés avoisinants dû à la peur et au transport limité 2. Réduction de l'intégration du marché régional dû au transport limité et de la taxation aux barrages 3. Fermeture continuée ou réouverture lente d'un nombre déjà limité des prestataires de service financiers et monétaires 4. Perte des ressources des prestataires de service financiers et monétaires (dû aux pillages) 	<p>les intentions de retour (Oxfam, DRC, CARE)</p> <p>Evaluations rapides des villages (Oxfam)</p>	<p>sécurité et la protection sur les routes principales et dans les champs</p>
<p>Duekoue</p>	<p>Oxfam, (potentiel-IRC)</p>	<p>Insécurité (barrages, groupes et individus armés, peur d'attaque) avec comme résultat:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Restriction du mouvement des civils aux villages et marchés avoisinants dû à la peur et au transport limité 2. Réduction de l'intégration du marché régional dû au transport limité et de la taxation aux barrages 3. Fermeture continuée ou réouverture lente d'un nombre déjà limité des prestataires de service financiers et monétaires 4. Perte des ressources des prestataires de service financiers et monétaires (dû aux pillages) 	<p>Utiliser l'approche de coupons pour les kits de nourritures à travers un commerçant local pour les PDI dans les sites (voir l'Etude de cas)</p> <p>Recherche des options de soutien pour le relèvement des micros entreprises à travers les dons d'argent ou les coupons à Carrefour (Oxfam)</p>	<p>Plaidoyer avec ONUCI et gouvernement pour la sécurité et la protection</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sur les routes principales et dans les champs 2. Entre les camps de PDI aux marchés locaux, avec protection dans les marchés 3. Forces de sécurité urbaine (ONUCI, militaires ou police) afin de rassurer les institutions financières et de transferts monétaires <p><i>N.B.: Le démantèlement</i></p>

		Les PDI dans les camps qui ont peur d'aller aux marchés locaux. ⁶ Contexte urbain de Carrefour		<i>des barrages a commencé en juin 2011. Rapport de coupeurs de route entre Man et Duekoue la première semaine de juillet</i>
Zouan Hounien	Save, (planifié-DRC)	Perturbations du marché (approvisionnement, transport)		
Danane	ACF, (potentiel-ICRC, Save)	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance des familles d'accueil grevé par la présence des PDI Perturbations du marché (approvisionnement, transport) Zone était affectée par conflit en 2002, qui a créé le chômage et grevé les moyens de subsistance. Revenus précaires pour la population depuis ce temps.	Coupons pour des nourritures fraîches, du riz et de l'huile pour familles d'accueil et PDI sans accueil à travers les commerçants locaux pour les moyens de subsistance étaient perturbé ou perdu, pendant la saison de soudure	Plaidoyer pour le démantèlement des barrages
Kouibly	(planifié - IRC)			
Bangolo	(planifié - IRC, Save, potentiel-CICR)	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance des familles d'accueil grevé par la présence des PDI		Plaidoyer pour le démantèlement des barrages

⁶ Des étals de marché de Duekoue était brûlé en juin 2011.

Do No Harm (Ne Pas Nuire) : Risques et leçons à considérer

Risques générales de l'action humanitaire qui s'appliquent aux projets C/V	Détails
Création des inventives humanitaires (« Humanitarian pull factor »)	Les interventions humanitaires représentent un indicateur de sécurité améliorée pour les populations déplacées. Une mélange de soutien aux PDI et aux retournées, parce que le statut pourrait être fluide, peut aider à équilibrer les inventives concurrentielles (« compétions pull factors ») et couvrir les lacunes dans les camps et les villages.
Exacerbation des tensions sur les titres fonciers et l'accès à la terre	L'accès et la propriété de la terre reste un enjeu sensible. Indicateurs à ce niveau seront pris en compte à travers la recherche sur la vulnérabilité et la catégorisation socio économique.
Le ciblage crée des tensions entre bénéficiaires et non-bénéficiaires	Dans un environnement de post-conflit, les tensions entre les groupes ethniques ou autres au sein des villages et des régions est particulièrement sensible et devrait être suivi de près.
Risques particulièrement associées avec C/V	Détails
Sécurité des bénéficiaires et du staff	Barrages avec les taxes dirigé par les gens armées, et groupes armées en brousse constituent une menace à la sureté et sécurité des civils et à leurs ressources. Les espèces facilitent plus d'autonomie et de mobilité pour les bénéficiaires, mais quelquefois ils pourraient aussi être plus faciles à extorquer ou à taxer que les distributions en nature. Les barrages de Man jusqu'à Guiglo sont en train d'être démantelé, mais déjà il y a un rapport d'attaque par coupeurs de route entre Man et Duekoue. Dans les zones les plus sensibles la sécurité des bénéficiaires n'est pas assurée.
Inflation	Pendant le relèvement des marchés, les acteurs C/V devraient suivre les prix et intervenir aux niveaux de la chaine de marché existante autant que possible (par exemple utiliser les commerçants et grossistes locales pour les projets de coupons et foires.)
Gestion des risques pour C/V – leçons des autres urgences	Exemple
Besoins de base (nourritures, eau, abris, sante) devraient être couverts, soit par C/V soit par distributions en nature, avant que les transferts d'argent pour la relance des moyens de subsistance pourraient atteindre leurs objectifs.	En Haïti suite au tremblement de terre de 2010, le montant journalier du Cash for Work établi par le gouvernement basé sur le salaire minimale étaient trop bas, dans la plupart des cas, pour que les participants puisse épargner ou investir dans les AGR. Les revenus de CFW étaient utilisé pour couvrir une partie des besoins de base, mais d'autres interventions étaient nécessaires afin d'aider les bénéficiaires à relancer leurs moyens de subsistance.
Les dons d'argent devraient être d'un montant nécessaire et suffisant pour couvrir les objectifs escomptés, sur la base de recherche des "paniers" ou "paquets » spécifiques.	En Haïti, Oxfam GB a couvert une partie des besoins en nourritures avec les cantines pour protéger les dons d'argent pour les moyens de subsistance. Quelques ménages très vulnérables qui ont reçu les dons d'argent pour les moyens de subsistance mais pas de soutien en cantines ou autre pour les besoins de base n'étaient pas capables de dépenser leurs dons comme prévu sur la relance de moyens de subsistance.
Les ménages vulnérables ont des capacités variés et des besoins concurrentiels, et leur participation dans les enquêtes est très importante pour comprendre les montants nécessaires et suffisants pour nourritures, articles non-alimentaires, abris, restockage, etc.	Le Cluster NFI en RD Congo a mené de la recherche sur les valeurs monétaires par ménage des paquets non-alimentaires standards et 'légers' et des paquets d'abris d'urgences, transitionnel, et de renforcement.

3. Options de réponse : Projets potentiels utilisant C/V

Veillez noter que celles-ci sont des idées pour des projets potentiels qui pourraient être intégrés dans les programmes plus grandes et compréhensifs – pas des interventions en tant que soi

Modalité de transfert d'argent	Objectif	Recherche / décision des montants par les acteurs en C/V ?	Méthode et mécanisme de paiement	Partenaires potentiels	Niveau d'adaptation et de suivi requis	Type de sécurité requis
Coupons d'être utilisés contre les articles des commerçants locaux	<ul style="list-style-type: none"> - Accès aux nourritures; diversité de nourritures - Accès aux articles non-alimentaires pour hygiène, ménage, abris - Semences et/ou outils de restockage pour les individus ou les groupes - Tous : relance du marché locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Paniers alimentaires discutés et infos partagés - Abris/ Articles non-alimentaires identifiés pour recherche - Infos sur la composition, les prix et les fournisseurs locaux - Kits semences et outils disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution de coupons - Paiement des commerçants par banque ou avec espèces en enveloppes 	<ul style="list-style-type: none"> - Commerçants locaux - COOPEC, BACI ou SIB pour payer les commerçants 	Elevé	Accès sécurisé pour les bénéficiaires aux commerçants locaux, qui sont regroupés dans les marchés locaux (dépendamment de la distance des bénéficiaires aux commerçants, ça pourrait être local ou régional)
Foires (regrouper les commerçants dans un endroit pour créer un environnement du marché)	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus	Si une fois seulement - Moyen	Sécurité adéquate sur les routes pour que les commerçants et/ou grossistes locaux transportent les articles à la foire; Accès sécurisé pour les bénéficiaires à la foire (pourrait être dans un village)
Argent contre travail ("Cash for work")	- Réhabiliter les champs, les maisons,	Non	Paiement aux travailleurs à travers	COOPEC	Elevé	Sécurité adéquate pour que travailleurs

	<p>les magasins de stockage de semences communautaires, et d'autres infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir des revenus pour les ménages vulnérables pendant la saison de soudure 		un IMF ou avec des espèces en enveloppes			accèdent à la zone de travail et à l'IMF, si c'est utilisé pour les paiements
Dons d'argent sans conditions	<ul style="list-style-type: none"> - Restockage des intrants pour la culture maraichère (moyens de subsistance des femmes) - Protection de semences - Recapitalisation des activités commerciales des individus - Communications pour la réunification familiale/ psycho-social (portable + crédits) 	<ul style="list-style-type: none"> - Non - Non - Montants de recapitalisation des micro-entreprises- Oxfam 	Espèces en enveloppes ou transferts monétaires	<ul style="list-style-type: none"> - COOPEC - Orange Money quand ré-ouvert 	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Si utilisant la méthode de transfert monétaire, sécurité pour les bénéficiaires au/du point de paiement (agent, succursale) - Accès sécurisé pour les bénéficiaires aux villages avoisinants, marchés locales ou régionales dépendamment d'où se trouvent les articles
Filets de sureté ou "Safety nets" (transferts d'argent réguliers) pour les plus vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Couvrir les besoins de base et les dettes—pour ménages ruraux sans accès à la terre et habitants urbains 	Non	Espèces en enveloppes ou transferts monétaires	<ul style="list-style-type: none"> - COOPEC - Orange Money quand ré-ouvert 	Moyen	Voir ci-dessus

4. Etudes et Suivi & Evaluation pertinents aux projets C/V

Evaluations d'impact de la crise en Cote d'Ivoire

- ACF : Impact de la crise post- électorale sur les marchés et les paniers alimentaires (nov-déc 2011) ; Evaluation rapide en sécurité alimentaire et moyens d'existence dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire (jan 2011)
- Save the Children : Multi Sector Rapid Needs Assessment, Cote d'Ivoire Crisis (avr 2011)
- Oxfam : Western Côte d'Ivoire Assessment Report (11-27 avr 2011)
- PAM : Marchés et réponse humanitaire en Cote d'Ivoire (mai-juin 2011)
- IRC : Analyse et Cartographie du marché en situation d'urgence (EMMA) : Filière de poisson sec et Filière de semences de riz (juin-juil 2011)
- Oxfam, CARE International et DRC : Evaluation de protection et des intentions de retour (à venir : juil 2011)

Outils adaptés au contexte local et validé par le CVWG

- Questionnaires de suivi post distribution (PDM) (3) – ACF, Oxfam, Save the Children
- Catégorisation Socio économique des ménages ("Wealth Ranking") – *validé, à être utilisé dans toutes les zones couvertes dans l'Ouest par les membres du CVWG*
- Comparaison des paniers alimentaires

Indicateurs clés des projets C/V dans ce contexte post conflit

- Protection- taxation illégale (raquettes), barrages, ciblage ou exclusion sur la base politique ou ethnique
- Sécurité sur tous les points de réception et de transaction
- Statut de déplacement (déplacé dans des camps ou en brousse, retourné, résident, réfugié, famille d'accueil, etc.)
- Intentions de retour

Indicateurs qui devraient toujours être inclus dans le suivi & évaluation des projets C/V

Processus	Impact
Préférences: les bénéficiaires préfèrent-ils des espèces ou des coupons? Bons d'achat ou bons d'échange ? Aller au marché ou ramener le marché à eux (foire) ?	Impact sur les revenus et les dépenses du ménage
Satisfaction avec la modalité de paiement	Moment du transfert d'argent : est-il venu au moment critique ?
Sécurité sur tous les points de réception et de transaction (réception de coupons ou espèces, au marché, etc.)	Impact sur le marché: changements de prix, inflation, changements de l'offre et de la demande
Compréhension du processus par tous les acteurs (commerçants, IMF, bénéficiaires)	Atteint les objectifs comme diversité alimentaire, recapitalisation, abris, NFIs

Fréquence et utilisation des outils de suivi & évaluation par 3 acteurs clés en CVWG

	Projet C/V et nombre de bénéficiaires	Outil	Fréquence et nombre	Echantillon
Oxfam	Coupons pour kits nourritures à travers grossiste local : 3,250 ménages	Etude de faisabilité / évaluation rapide	1	10% des bénéficiaires 10% des bénéficiaires
		Questionnaire suivi post-distribution (PDM)	1 après la première distribution	
		Evaluation d'impact	1 à la fin	
ACF	Coupons pour nourritures fraîches (4 mois), riz et l'huile (2 mois) à travers commerçants du marché local: 2,500 ménages et 165 commerçants	Etude de faisabilité	1	Baseline (après sélection) et les PDM: 10% des ménages bénéficiaires, 10% des ménages non-bénéficiaires dans chaque zone, et 100% des commerçants
		Baseline x 2 (1 pour ménages, 1 pour commerçants)	1	
		Questionnaire PDM x 2 (1 pour ménages, 1 pour commerçants)	1 PDM après chaque distribution	
		Questionnaire d'impact x 2 (1 pour ménages, 1 pour commerçants)	1 à la fin	
		"Focus groups" avec commerçants non-bénéficiaires	3	
		Entretiens semi-structurés avec ménages non-bénéficiaires	5-10	
Save the Children	Dons d'argent pour nourritures: 540 ménages	Etude de faisabilité / évaluation rapide	1	20% des bénéficiaires
		Questionnaire PDM	4 par ménage (1 fois par semaine après chaque transfert)	
		Evaluation d'impact	1 à la fin	

5. Etudes de Cas

Etude de cas : ACF Coupons pour Nourritures Fraiches et Céréales à Danane et Mahapleu

<p>Objectif: Diversification alimentaire et relance des marchés locales dans les zones affectées par le conflit récent.</p>
<p>Nombre de bénéficiaires cibles: 2500 ménages vulnérables affectés par la crise, principalement semi-urbain (550 des villages, 1950 des bourgs de Danane et Mahapleu). 165 commerçants: 110 de nourritures fraîches + 55 de riz et huile.</p>
<p>Critères de sélection des ménages: 20% ménages déplacés sans familles d'accueil, 65-70% familles d'accueil, 10-15% résidents vulnérables. Familles avec un accès régulier (au moins 2 fois par semaine) aux marchés afin d'éviter de déstabiliser les marchés avec les un flux de clients sur les « jours de marché ».</p> <p>Critères de sélection des commerçants: 80% femmes détaillantes (surtout de légumes et poissons) ayant perdu leur clientèle suite à la crise 2011. L'autre 20% sont des détaillants de céréales et de la viande, et des grossistes. Priorisation des femmes détaillantes qui ont arrêté de vendre le poisson frais dû à la crise.</p>
<p>Zone: Mahapleu et Danane petites et grandes marchés (3 marchés en total). Moyens de subsistance: agriculture, chasse, pêche, commerce.</p>
<p>Durée: 4 mois pour les nourritures fraîches (mai-août), aussi du riz et de l'huile dans les 2 derniers mois</p>
<p>Stratégie de déroulement: 4 zones (villages + bourgs dans 2 zones) touchées d'une manière échelonnée, avec des bénéficiaires des villages d'abord.</p>
<p>Facteurs de sélection des marchés: Ouvert tous les jours, liberté de mouvement (les gens n'ont pas peur de venir), qualité consistante des produits, ratio prix /quantité est consistant quand il n'est pas affecté par un choc majeur comme le conflit.</p>
<p>Mécanisme et fréquence de paiement: Paiement des commerçants par le COOPEC, une IMF. Jours de paiement différents pour commerçants des marchés différents, pendant une période attribué de 3 jours, 2 fois/mois. Commerçants de viande sont la seule exception : ils ont demandé une avance que ACF ne pouvait pas donner faute de compte en banque (banques étaient fermées juste après la crise) donc ils ont décidé de payer les commerçants de viande 4 fois/mois. Pour les jours de paiement ACF, 2 agents de COOPEC et 1 moniteur d'ACF sont dédiées aux commerçants. COOPEC a créé une base de données pour compter le nombre et type de coupons reçus, calculer les paiements et suivre l'utilisation des coupons, qui était approuvé par ACF. Les membres du staff ACF vérifie les calculs et enveloppes de paiement, et ramène tous les coupons chez ACF à la fin des journées de paiement.</p>
<p>Partenaire de paiement: COOPEC: ACF a catégorisé cette IMF d'une partenaire opérationnel et signé un protocole d'accord. ACF négocié pour éviter l'ouverture des comptes obligatoire pour 3 raisons: 1) commerçants ne voulaient pas de comptes; 2) le projet n'escomptait pas d'encourager l'inclusion financière formelle ; 3) ceci est un projet d'urgences avec une courte durée de 4 mois.</p>
<p>Choix de modalité de transfert: Les femmes préféraient les coupons aux espèces. Elles craignaient que les espèces finissent entre les mains des hommes et ils ne seront pas dépensés sur les nourritures.</p>
<p>Besoins en RH: 1 Responsable Programme, 1 Adjoint RP, 1 Chef d'équipe distribution, 1</p>

Chef d'équipe financière (niveau du COOPEC), 5 distributeurs, 3 suivi/évaluateurs (1 par marché), 3 enquêteurs/sensibilisateurs. Cependant, l'équipe s'adapte et les staff partagent ou changent de rôles comme nécessaires, surtout les jours de marché et de paiement. Support de l'équipe ACF élargie: 5% temps du Responsable Admin/Finance.

Stratégie de transition ou de sortie: Comme ce programme répond aux urgences, la stratégie de sortie complétera le retour des déplacés chez eux. ACF continuera cependant de soutenir les ménages dans cette zone (pas nécessairement avec la même stratégie de ciblage) avec des programmes longue-termes en sécurité alimentaire, agriculture et moyens de subsistance.

ACF Coupons pour Nourritures dans 10 Etapes:

Veillez noter que les étapes étaient simplifiées!

1. Evaluation rapide en sécurité alimentaire y compris étude marché
2. Etude de faisabilité
3. "Focus groups" avec les communautés – résumer les critères de vulnérabilité
4. Identification et sensibilisation pour bénéficiaires
5. Identification et sensibilisation pour commerçants
6. Baseline avec bénéficiaires sélectionnées (ménages et commerçants)
7. Encore de la sensibilisation
8. Distribution, suivi, sensibilisation – décalé et continu
 - a. Processus de 3-4 étapes le jour de distribution: Zone d'enregistrement; Zone d'attente (seulement pour la première distribution) + éducation sur les cartes de bénéficiaires; Zone de distribution de coupons; Zone d'information ('comment faire...'), plus tard à inclure les groupes de discussion sur l'hygiène et l'éducation en nutrition quand les bénéficiaires sont plus à l'aise avec le processus
 - b. Distributions se déroulent d'une manière échelonnée et hebdomadaire pour les 4 zones géographiques
9. 10 jours après la distribution (2 fois par mois pour 2 jours par groupe de marché) : paiements aux commerçants à travers le COOPEC
10. Evaluation d'impact

Contraintes et mitigation – ACF Coupons pour Nourritures

Contrainte	Réponse de mitigation	Leçon appris/ conclusion
Dans certaines marches, le rapport quantité / prix était plus compétitif et/ou les commerçantes offraient des 'cadeaux' (souvent les condiments comme les cubes d'épices Maggi ou le poivre moulu), qui attirait des clients et a créé un déséquilibre entre les marchés.	ACF a demandé aux commerçants d'arrêter de donner les 'cadeaux' ACF n'a pas demandé que les commerçants harmonisent les quantités (qui pourraient avoir un impact sur leur clientèle régulière) mais établi les quotas pour certains produits Moniteurs ont réitéré les termes et les conditions du programme avec les bénéficiaires	Penser en avance des quotas- oui ou non? Prendre en compte les préférences du marché préexistantes
Bénéficiaires voulaient échanger un type de coupon pour un autre par exemple les épinards pour les choux	Moniteurs ont réitéré les termes et les conditions du programme avec les bénéficiaires	Contrainte pour la diversité alimentaire – ACF avait planifié un paquet nutritionnel Ne constitue pas de contrainte opérationnelle
Commerçants donnaient quelquefois moins de quantité que prévu avec ACF aux clients avec coupons. Elles ont blâmé les grossistes ou les intermédiaires des villages pour une hausse des prix, qui "savaient qu'elles travaillaient avec" une ONG qui garantît paiement	Moniteurs ont réitéré les termes et les conditions du programme avec les commerçants- chaque semaine les prix et les quantités étaient validées ACF a fait une recherche pour déterminer la cause de la hausse des prix	Recherche a montré que les grossistes n'ont pas suscité la hausse des prix. En fait pour 3-4 produits locaux, les commerçants ont augmenté les prix. Pour les produits non-locaux, la hausse des prix venait d'autres enjeux d'approvisionnement
Pour quelques articles clés comme les tomates et les choux, l'offre sur le marché local ne pourrait pas répondre à la demande	Pour ne pas déstabiliser le marché, ACF a mis ensembles les deux articles dans un coupon, et les ménages décalaient entre les deux produits	Soyez flexible et s'adapter au contexte local
Commerçants étaient extrêmement réactifs et élastiques (2 jours pour s'approvisionner) mais ne pouvaient pas calculer ou prédire leurs revenus pour une période donnée-	Aidé les détaillants de calculer leurs besoins en stock avant l'arrivée des clients ACF	ACF programme leur ont aidé à prédire le volume de clientèle et d'être plus efficace- comme elles n'avaient pas de chambre froide elles perdaient de l'argent sur stock périmé

capacité de gestion d'affaires très bas		
COOPEC était censé de dédier du staff aux clients ACF, avec les agents ACF dans un rôle de suivi. En pratique les agents ACF agents étaient opérationnels les jours de paiement à cause de volume élevée de clients et la capacité limitée de COOPEC de payer les clients rapidement.	Discussions continue avec COOPEC mais faute de capacité, ACF va garder leur staff dans le processus.	Définir clairement dans le contrat le rapport opérationnel entre l'ONG et l'IMF pour les jours de paiement des commerçants
Impact négative sur les commerçantes féminines non-bénéficiaires qui vendent les mêmes produits que les commerçantes d'ACF, qui vend un seul produit ou qui ne sont pas présentes tous les jours au marché (souvent les plus petites/ possiblement les plus en besoin de soutien).	Considérer de regrouper ces commerçantes.	Pourrait décentraliser le projet pour soutenir les marchés locaux plus petits dépendamment du contexte.
Même si les ménages avaient une gamme de jours pour aller aux marchés, tout le monde est allé le premier jour	Moniteurs ont réitéré les termes et les conditions du programme avec les bénéficiaires Spécifié des jours pour des bénéficiaires (échelonné)	L'échelonnement fonctionne assez bien mais quelques bénéficiaires continuent à venir sur les grands "jours de marché"
Manque d'intimité pour les paiements des commerçantes à COOPEC	Horaires de paiements échelonné et demandé une salle privée pour payer une commerçante à la fois	
Quelques commerçantes, particulièrement 1) détaillants qui sont aussi grossistes aux autres détaillants, et 2) détaillants qui utilisent les techniques de marketing fortes, ont réussi plus que les autres en termes de volume de clients. Ceci été dû à la proximité géographique ou sociale, perceptions de qualité, ou marketing	ACF exécutera un quota de coupons pour certains produits pour assurer que toutes les commerçantes maintiennent un pool de clientèle minimum	Quotas seront nécessaires dans certains cas

(dispatcher des enfants à amener les clients aux étals).		
Les communautés ne savaient pas la valeur nutritionnelle des produits alimentaires cibles	Moniteurs ont mené des sensibilisations en nutrition – les gens mangent les légumes, mais trop cuites, et ne savent pas l'importance de consommer régulièrement la protéine (surtout pour les enfants et les femmes enceintes et allaitantes)	Connaissance limitée de nutrition. Cela montre l'importance de mettre en place, même dans un contexte d'urgences, des formations en « pratiques de nutrition »
Au début les fruits étaient compris dans le panier avec légumes, viande et poisson, mais ils étaient exclus du programme car ils ne sont rarement achetés et vendus dans les marchés	Moniteurs ont mené l'éducation de nutrition – les gens accèdent aux fruits mais ils ne les mangent pas régulièrement	Consommation limitée des fruits, manque de connaissance de la transformation des fruits et des fruits comme partie de la diversité alimentaire
Quelques étals n'étaient pas propres, qui posaient des risques à la santé publique et qui pourraient décourager de la clientèle	Moniteurs passent dans les marchés pour sensibiliser les commerçants sur l'hygiène et la propreté	Sensibiliser les bénéficiaires dès le début sur l'hygiène, encourager les commerçants de garder les étals propres pour attirer la clientèle
Accès aux crédits et la capacité d'échelle pose un problème surtout pour les petits détaillants	A rechercher les options pour les groupements et la microfinance	Rechercher les coopératives comme stratégie de sortie pour les plus petits détaillants
Dans certains cas, la base clientèle des commerçants a changé dû au programme. Ce n'était pas un problème pour ACF en théorie, mais le programme a causé des disputes entre les commerçants, et entre les bénéficiaires et non-bénéficiaires. (Les tensions étaient plutôt à cause de jalousie.)	Moniteurs ont enquêté sur les tensions pour assurer qu'ils ne sont pas liés à l'ethnicité et continuent de suivre la situation, et heureusement les tensions ethniques sont minimales dans cette zone. ACF a discuté de critères de ciblage avec non-bénéficiaires.	Important de disséminer les informations de ciblage aux non-bénéficiaires. Être sensible et éviter d'exacerber les tensions sociales dans un contexte post -conflit. N'importe quel type de ciblage risque d'engendrer ces tensions! Où la cohésion sociale est déjà fragile, ce serait un enjeu à suivre de près tout le long du programme.

Etude de cas : Oxfam Coupons pour Kits de Nourritures à Duekoue et Guiglo

<p>Objectif: Couvrir les lacunes des rations nourritures PAM pour les ménages vulnérables qui n'ont pas reçu de ration ou pour qui la ration n'a pas couvert d'une manière adéquate leurs besoins en nourritures.</p>
<p>Nombre de bénéficiaires cibles: 3,250 ménages vulnérables dans les zones affectées par la crise: villages détruits, de retour, et d'accueil ; et les sites de déplacés.</p>
<p>Critères de sélection des ménages: PDIs, retournées, et résidents sans accès à la terre; familles d'accueil</p> <p>Critères de sélection des fournisseurs: Proximité géographique et accessibilité; stabilité des prix (pas de taxation excessive sur les produits dû à l'inflation ou autres perturbations du marché); reconnu comme fournisseur compétent dans la zone; capable d'avoir le stock requis en 48 heures; capacité financière (Oxfam ne peut pas donner plus de 50% en avance- procédures internes) y compris le virement bancaire; capacité logistique à livrer les kits au site; accepter d'autres procédures d'Oxfam comme prévu dans le protocole d'accord; accepter l'approche de coupons</p>
<p>Zone: Duekoue et Guiglo: 5 camps (officiel et non), 3 quartiers, 4 villages.</p>
<p>Durée: 3 mois (mai-juillet 2011)</p>
<p>Stratégie de déroulement: Distribution des kits par site chaque 15 jours d'une manière échelonné = 1-2 distributions par semaine.</p>
<p>Mécanisme et fréquence de paiement: Virement bancaire d'Oxfam au fournisseur: 50% du total en avance/l'autre 50% à la fin, pour chacun des 3 distributions.</p>
<p>Partenaire de paiement: Banque Atlantique à Man.</p>
<p>Choix de modalité de transfert: Nombre limité de fournisseurs, des institutions financières et capacité limité du marché suite à la crise. Seulement un fournisseur avec la capacité de fournir l'ensemble d'articles requis à l'échelle requise et qui rentre dans les autres critères de sélection.</p>
<p>Besoins en RH: 1 Coordinateur, 4 Officiers de Projet, 1 Officier de Finance (planifié mais venu très tard). Au site: 2 de Distribution + 6 Assistants de Distribution, 2 Officiers de Mobilisation communautaires + 9 Assistants de Mobilisation communautaires</p>
<p>Stratégie de transition ou de sortie: 4^{eme} distribution pour couvrir les lacunes des gens avec coupons qui étaient absent lors de la distribution. Mobilisation communautaire pour informer les gens de la continuité du soutien d'Oxfam dans les villages d'origine/de retour en agriculture et relèvement économique.</p>

Oxfam Coupons pour Kits de Nourritures dans 10 Etapes:

Veillez noter que les étapes étaient simplifiées!

1. Evaluation rapide de la zone, y compris analyses des acteurs clés et des institutions financières
2. Identification des commerçants, soumis les noms aux départements de logistique et finance d'Oxfam pour la vérification et l'approbation
3. Identification et enregistrement des bénéficiaires
4. Détermination du kit avec la communauté, à la base de complémentarité aux rations du PAM
5. Négociation des prix de kit avec le fournisseur/commerçant
6. Signature de protocole d'accord entre le fournisseur et Oxfam

7. Sensibilisation des bénéficiaires, fournisseur(s), autorités locales, et coordination avec d'autres acteurs humanitaires
8. Préparation de distribution: coupons, sécurité du site de distribution, calendrier, préparation des kits y compris le contrôle de qualité des articles alimentaires
9. Distributions et suivi en continu
10. Evaluation d'impact

Contraintes et mitigation – Oxfam Coupons pour Kits de Nourritures

Contrainte	Réponse de mitigation	Leçon appris/ conclusion
Insécurité et peur des bénéficiaires de se déplacer au marché local (urbain) ou leurs champs (rurales).	Amener les kits auprès de bénéficiaires	Suite au conflit, pas de question de demander aux gens de se déplacer s'ils ont peur; doivent s'adapter au contexte post-conflit
Oxfam était nouveau dans la zone donc c'était difficile à négocier des contrats avec des fournisseurs, qui manquaient de confiance dans l'ONG. Trouvé un seul fournisseur qui rentrait dans les critères de sélection.	Essayé d'augmenter la visibilité d'Oxfam. Aussi accepté de donner avance de 50% au fournisseur. Gamme d'articles normalement disponible dans un programme de coupons était limitée à un kit prédéterminé	Matériels de visibilité, cartes d'identification Oxfam, bonnes équipements de communications, préparé en avance ; brochures en français avec projets similaires dans d'autres contextes. Même le fournisseur choisi avait des problèmes d'approvisionnement. Garder les procédures. Clarifier la chaîne de commande pour l'identification de fournisseur (Programme? Logs? Finance?)
Coupons sont une nouvelle modalité dans la zone	Plus de sensibilisation	Utile d'avoir les cartes d'identification Oxfam et les coupons uniques, "formels". Cibler les PDIs mais "blanket" (tous) dans le camp des PDIs.
Approvisionnement en 48 heures était difficile suite au conflit	Oxfam et le fournisseur s'adaptèrent comme nécessaire. Ex: rupture de stock de sardines dans le pays, ont substitué le thon.	Garder les critères de sélection des fournisseurs stricts pour minimiser les problèmes plus tard.
Difficile de travailler avec des institutions financières comme ils n'étaient pas nombreuses, et tous	Adapté les calendriers, étaient prêts pour les opérations le moment que l'argent était là	Besoin d'avoir une structure opérationnelle minimale avant de dérouler un programme de coupons

affectées par la crise. Ouverture de compte en banque d'Oxfam à Man a pris 2 semaines. Transferts interbancaires ont pris 5-7 jours.		dans les urgences post-conflits
Pauvre identification et enregistrement des PDI, retournées, etc.	Oxfam a fait eux-mêmes l'enregistrement	Attention aux interventions dans les camps sans listes officielles ou idée d'intentions de retour, ou la gestion de camp n'existe pas (à éviter ?)
Comités de camps et délégués de village extorqué de l'argent des gens pour les mettre sur les listes ; Les gens se faisaient passer pour Oxfam en demandant de l'argent pour enregistrer les gens	Plus de sensibilisation, plaidoyer au niveau des leaders des camps	Plus de visibilité – t shirts, brochures, radio, etc.
Pas d'expérience locale avec C/V et les autorités locales n'étaient pas confortable à cause de la situation sécuritaire	Sensibilisation et coordination avec autorités locales	Déterminer la modalité d'intervention à base du contexte local avant les forces d'Oxfam ou l'expérience dans d'autres contextes. Le coordinateur/directeur Oxfam de la zone (PM) devrait plaidoyer pour les nouvelles approches auprès des autorités locales.
Réseaux téléphoniques limités; bénéficiaires ne pouvaient pas appeler avec les problèmes/ plaintes	Etabli des tables pour plaintes aux sites des PDI et en proximité aux bénéficiaires urbaines et rurales	Adapter au contexte pour assurer que les mécanismes de « feedback » existent

Points forts tiré du suivi préliminaire:

- Bon niveau d'acceptation communautaire
- Ration était *choisie* et validé par la population (sauf le riz qui a été imposé comme la seule céréale disponible)
- Impact : la population a commencé à manger la protéine (a arrêté après le conflit); protection de vente des ressources ; répondu aux besoins alimentaires immédiats
- Stimulation des marchés locaux – les achats au niveau de Duekoue et Guiglo ; fait du « marketing » pour le commerçant/fournisseur local
- Soutenu aux familles d'accueil



- Plus flexible que les autres rations dans le sens qu'on pourrait changer le kit selon les besoins et préférences des bénéficiaires (par exemple, substituer les cubes Maggi pour le sel)
- **Le coupon Oxfam était utilisé comme carte d'identification valide pour passer les barrages par certaines bénéficiaires. Donc son niveau de « formalité » a servi deux objectifs minimiser la fraude ; servir comme carte d'identité pour ceux ayant perdu leurs cartes pendant le conflit.

6. Recommandations pour le Rôle de CaLP

Leçons et recommandations des acteurs clés (y compris Cote d'Ivoire Ouest, Abidjan, et en visite du siège):

- Point focal CaLP devrait arriver dans le pays aussitôt que les premiers acteurs humanitaires, et jouer un rôle actif idéalement pour 6 mois - "hit the ground running" (démarrer en courant !)
- CaLP Oxford + point focal dans le pays peuvent ajouter de la valeur en fournissant des conseils très concrets et pratiques aux ONG qui voudraient démarrer des évaluations de faisabilité pour C/V juste après la crise
- Besoins des organisations pertinents pourrait être déterminés rapidement et de loin, même avant l'arrivée du CaLP dans le pays – parmi les membres du Comité de pilotage, la connaissance de l'expérience institutionnelle et du staff dans un pays/ région existe déjà
 - CaLP dans le pays pourrait compléter l'analyse des acteurs clés et des besoins en pas plus de 2 semaines
- Besoin de point focal CaLP dès le début à Abidjan pour discuter les approches variées des transferts d'argent, comme les staffs n'avaient de l'expérience C/V limitée ou néant
- Point focal CaLP est le visage du CaLP dans le pays: à l'arrivée, les acteurs intéressés en C/V considère CaLP le leader en approches de C/V et c'est difficile à justifier une présence inactive dans le pays (seulement évaluation des besoins)

Besoins de CaLP des ONG et d'autres acteurs humanitaires en Cote d'Ivoire:

- Formations Niveaux 1 et 2 (à Abidjan et à Man)- *Niveau 1 à Man mené*
- Six mois CaLP point focal dans le pays à soutenir la transition des urgences au relèvement précoce
- Groupe Technique de Transferts d'argent et de Coupons, à être facilité par le point focal CaLP dans un premier temps
- Etudes de cas- contexte similaire
- Rappeler aux acteurs l'importance de la compréhension du contexte de conflit: Besoin de plus d'analyse du contexte et peut-être plus de ressources (ciblage peut être difficile/ dangereuse). Risques lié à « Ne Pas Nuire » élevés. Plus difficile d'aller à l'échelle et devrait être fait avec BEAUCOUP de précaution.

En Cote d'Ivoire Ouest, les organisations clés intéressées en C/V étaient d'accord à l'unanimité du besoin d'un groupe technique :

- A Man, quatre ONG ont initié le groupe, et ils se mettaient d'accord de partager la gestion du groupe jusqu'à l'arrivée du CaLP.
- A Man, en dépit des efforts de participer aussi et assez fréquemment que possible, c'était difficile pour un seul acteur de prendre le lead et/ou assurer un niveau d'organisation élevé pour le groupe à cause des responsabilités opérationnelles (tous étaient coordinateurs du terrain, quelquefois avec aussi un rôle stratégique ou de coordination).
- Les organisations humanitaires avec peu d'expérience institutionnelle en C/V et/ou avec staff de terrain avec peu d'expérience C/V avaient besoin de partage



d'infos techniques et de conseils des autres. Ils avaient besoin de renforcement de confiance, de la part de CaLP et du groupe, avant d'essayer des approches C/V.

Besoins de CaLP pour les ONG et d'autres acteurs humanitaires, en général :

- Listes opérationnelles fondamentales avec calendrier (objectifs pour les premiers 3 jours, première semaine, première 10 jours)
- Diversité de modèles: comment structurer une équipe; budget fondamental; type de C/V & outils
- Powerpoint à présenter aux réunions clusters avec résumé de C/V fondamental- **ca existe**
- Outils secondaires à rechercher (HEA, HIES, MIFIRA, exemples d'outils pour le ciblage et les critères de vulnérabilité) avec titre + description en 1 phrase- **cela est ou pourrait être sur le site web du CaLP**
- Utile d'avoir quelqu'un qui fait l'analyse des institutions financières y compris les assurances pour CFW
- Liste des tâches avec glossaire avec plus de détails, avec liens aux documents variés, par exemple un lien aux études de cas de transferts d'argent à travers les téléphones mobiles sur les sites web de Mercy Corps et Oxfam ou consolidé sur le site web de CaLP. 5-10 pages maximum.

Annexe 1 Termes de Référence pour le Groupe de Travail d'Argent et de Coupons

Groupe de Travail d'Argent et de Coupons – Man, Cote d'Ivoire Termes de Référence

Contexte

La crise politique et économique en Cote d'Ivoire depuis les élections en novembre 2010 ont suscité la violence, les déplacements et les tueries. Une investigation de Human Rights Watch de mars-avril 2011 a révélé des massacres et des abus sévères de droits de l'homme commis par les forces pro-Ouattara et pro-Gbagbo dans plusieurs villes dans l'Ouest de la Cote d'Ivoire, y compris Duekoue, Guiglo et Bolequin dans la région de Moyen Cavally. Ceci a suscité des grands déplacements d'autour de ces villes, y compris quelques-uns qui sont maintenant vides. Le UNHCR estime que jusqu'à un million de personnes pourraient être déplacées dans le pays, y compris 130,000 à Abidjan.

Les zones les plus affectées sont le capital économique d'Abidjan et la région de Moyen Cavally dans l'Ouest du pays où la situation humanitaire et sécuritaire est très grave. Presque dix ans de guerre civile avait déjà exacerbé la pauvreté rurale à Cote d'Ivoire. Les régions ouest de Montagnes et Moyen Cavally avaient des taux parmi les plus graves pour l'insécurité alimentaire sévère et modérée dans le pays (29,1% et 23,3% respectivement)⁷ même avant la crise électorale de 2010.

La crise de novembre 2010 a produit un flux de 100,000 réfugiés vers la Libéria de l'est et le déplacement massif interne dans l'Ouest de la Cote d'Ivoire. Il existe des indicateurs d'une volonté de retour de quelques réfugiés (approximativement 20,000 personnes sont censés d'être revenues de Nimba County, Libéria). Les retours des personnes déplacées intérieurement de la brousse et des camps aux villages ont commencé dans l'Ouest, et plus de retours sont attendus en juin-juillet. Cependant la peur et la menace des représailles continue à empêcher des grands nombres de la population déplacée et réfugiée de rentrer chez eux.

Réponse humanitaire a Man

La plantation des cultures vivrières et de rente était fortement touchée en 2010-2011. Les communautés affectées par le conflit ont besoin de soutien immédiat des ONG afin de répondre aux besoins de base (y compris les nourritures, l'hygiène, et l'abris), recommencer l'agriculture et les activités génératrices de revenu complémentaires, protéger les ressources restantes, et éviter les stratégies de survie négatives. Les individus et les familles les plus vulnérables, comme ceux qui ont perdu des membres de la famille 'gagne-pains' ou toutes leurs ressources, pourraient avoir besoin de soutien en continu genre 'filet de sauvetage' pour créer ou relancer les moyens de subsistance durables.

La réponse humanitaire dans les régions de l'Ouest s'est concentré jusqu'à présent sur la distribution de nourritures ou d'intrants agricoles (comme les semences, les outils, les engrais) et des kits d'hygiène, mais quelques acteurs compte s'engager dans les activités de transfert d'argent ('cash') ou de coupons pour compléter le soutien en nature et encourager la relance économique. Les zones de Montagnes et Moyen Cavally avaient l'infrastructure financière tant les banques, les IMF, et les associations locales rotatives d'épargne et de crédit, et quand ils s'ouvrent ils devraient avoir la capacité de supporter quelques programmes de transfert d'argent. En s'engageant dans les discussions précoces sur les modalités de transfert et les mécanismes de livraison / décaissement ('delivery mechanisms'), les meilleures pratiques pourraient être partagées et promues.

⁷ PAM, FAO, et la Ministère de l'Agriculture EASA 2009.



Le CaLP a Cote d'Ivoire

Le CaLP (Cash Learning Partnership / Partenariat d'apprentissage sur les transferts d'argent), un groupe basé à Oxford UK et dirigé par ACF, British Red Cross, NRC, Oxfam, et Save the Children, était établi afin d'améliorer la qualité des programmes d'argent et de coupons dans les réponses humanitaires. Le CaLP finance les points focaux dans certains pays clés pour coordonner et partager les apprentissages. La Coordinatrice CaLP pour l'Ouest de la Cote d'Ivoire est financé pour la période de fin mai à début juillet 2011.

Le Groupe de Travail d'Argent et de Coupons (Cash & Voucher Working Group / CVWG) couvre les régions de l'Ouest et donc se base à Man, le centre de coordination pour cette zone. Dans un premier temps il aura lieu tous les mardi soirs à 18h30 chez le PAM.

Le CVWG est un **groupe de travail technique** et servira comme la plateforme principale pour **coordonner les initiatives des programmes de transferts d'argent**, comme une partie de la réponse aux urgences et au relèvement précoce. Les membres du groupe partagera les informations, les outils, et les leçons afin **d'augmenter la capacité et améliorer la qualité** des programmes de transfert d'argent.

Objectifs spécifiques:

- Travailler ensemble pour évaluer et déterminer où et quand les programmes de transfert d'argent seront la réponse appropriée et identifier les obstacles qui pourraient être mitigés pour que ces programmes fonctionnent.
- Coordonner les programmes en cash, y compris les zones d'intervention, la durée, les taux et/ou la valeur des transferts. Travailler pour assurer que les interventions ne se croisent pas d'une manière négative ni produisent les effets néfastes.
- Identifier les ères de collaboration, complémentarité, et partenariat inter-agences.
- Partager les informations sur les mécanismes de transfert, encourager le débat et identifier les ères d'innovation et de développement où possible.
- Partager les conclusions des études et évaluations – maximiser la collecte des informations et minimiser la duplication.
- Développer un guide des meilleures pratiques / pratiques en commun en Cote d'Ivoire.
- Engager les ONG locales, le gouvernement et les institutions financières comme approprié pour capitaliser sur les connaissances, les pratiques et les programmes existants.
- Faciliter des formations techniques pertinentes pour les staffs des agences participantes qui auront un rôle direct dans la mise en place des programmes cash.

Le CVWG limitera son **adhésion** aux agences ou organisations qui exécutent, planifient d'exécuter, ou soutiennent techniquement à travers leurs partenaires, les programmes d'argent ou de coupons dans tous les secteurs techniques.

Le **'Lead' de coordination** du CVWG sera la Coordinatrice CaLP à Man de mai-juillet, quand les agences participantes pourraient se décider d'initier une coordination rotative. Le/la Coordinateur/trice sera responsable pour le suivant:

- Soutenir les agences participantes à coordonner les réunions du groupe
- Créer une analyse des acteurs ('stakeholder analysis') dans les transferts d'argent
- Développer un guide pour les transferts d'argent y compris les mécanismes de paiement ('delivery mechanisms') spécifique à la Cote d'Ivoire
- Créer un cadre de suivi & évaluation

Annexe 2 Paniers alimentaires – 14.06.11 (basé sur évaluations conduites par chaque ONG)

ONG	Projet	Montant	Equivalence	Valeur panier alim. Mensuel	Durée	Ciblage	Critères de sélection
SC	L'argent pour nourritures	40,000 fcfa/mois x 2	80% panier alimentaire familial (7 pers) mensuel	50,000 cfa	En cours (2 mois) Pipeline (5 mois)-	540 ménages	VIH/SIDA (sante)
	[projet potentiel]	36,000 fcfa/mois x 2	Appx 75% du panier alimentaire mensuel	50,000 cfa			
Oxfam	Coupons pour kits nourritures	18,750 fcfa/ 15 jrs x 3	Donne 50% du panier alimentaire mensuel familial (5 pers) chaque 15 jrs. Complémentaire à la ration du PAM	37,500 cfa	Avril-juillet	3000 ménages	Déplacés, familles d'accueil, résidents et population affectées par le conflit. Critères de vulnérabilités établies avec la communauté
ACF	Coupons pour nourritures fraîches	2500 fcfa/semaine x 4 ou 10,500/mois	Complémenter les rations PAM avec 50% d'un panier mensuel des besoins en 'sauce'	21,000 cfa pour sauce	Avril-sept	2500 ménages	Familles d'accueil, déplacés sans familles d'accueil, familles vulnérables
IRC	CFW [potentiel]	2500/jr ou 40,000/mois	100% panier alimentaire	40,000 cfa		500 pers	Jeunes vulnérables
DRC	Cash for work	20,000 fcfa en total	Complémenter les rations PAM avec 50% d'un panier mensuel des besoins en 'sauce'	40,000 cfa pour sauce		17,500 ménages	<i>A détailler dans la matrice coordination</i>

